
Le Président
The President

M. Paul Van Tigchelt
Vice-premier Ministre de la Justice et de la
Mer du Nord
Cabinet du ministre de la Justice
Boulevard du Jardin Botanique, 50 | boîte 65
1000 Bruxelles
contact@teamjustice.be

Bruxelles, le 18 décembre 2024

Sujet : Harcèlement et intimidation à l'encontre de l'avocate Botagoz Jardemalie

Monsieur le Vice-Premier Ministre,

Je vous écris au nom du Conseil des barreaux européens (CCBE), qui représente les barreaux de 46 pays, soit plus d'un million d'avocats européens. Le CCBE accorde une grande importance au respect des droits humains et de l'état de droit, et est particulièrement préoccupé par la situation des défenseurs des droits humains dans le monde.

Le CCBE tient à réitérer sa vive préoccupation face au harcèlement à l'encontre de Maître Botagoz Jardemalie, avocate originaire du Kazakhstan, qui a obtenu l'asile politique en Belgique.

Selon les informations reçues, les autorités belges continueraient de collaborer avec les autorités kazakhes dans le cadre de l'enquête dirigée par ces mêmes autorités à l'encontre de l'avocate Botagoz Jardemalie, et ce malgré que celle-ci soit reconnue en danger et dispose du statut de réfugiée.

Botagoz Jardemalie est une avocate spécialisée dans les droits humains, qui défend, depuis de nombreuses années, plusieurs victimes de la répression politique au Kazakhstan et dans l'ancienne Union soviétique. Son frère, Iskander Yerimbetov, a également été arrêté et a été détenu arbitrairement au Kazakhstan. Des allégations de torture et de mauvais traitements ont été signalées à son égard et mises en lumière par plusieurs organisations de défense des droits humains ([Human Rights Watch and Norwegian Helsinki Committee](#); [Freedom House](#); [Open Dialogue Foundation](#), [Italian Federation for Human Rights](#) et [Kazakhstan Coalition of NGOs Against Torture](#)) et par une déclaration officielle du Président de la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

En Novembre 2019, nous avons déjà interpellé¹ le Ministre de la Justice, Koen Geens, au sujet de la perquisition de l'appartement de M^e Jardemalie, effectuée à Bruxelles le 1^{er} octobre 2019 à la demande du Kazakhstan. S'agissant de l'assistance sollicitée par le Kazakhstan, nous avons été informés que, sans prendre en considération la nature du régime kazakhstanaï et les persécutions subies par M^e Jardemalie et sa famille, à titre principal, le ministère public aurait suggéré de « faire le tri » parmi les millions de fichiers et de documents saisis chez M^e Jardemalie – le barreau de Bruxelles ayant déjà indiqué que cela lui était impossible compte tenu du volume et de la langue des documents, invitant les autorités belges à tout restituer à M^e Jardemalie - pour ne transmettre que ceux qui seraient relatifs à une infraction, alors que l'enquête kazakhstanaï est relative aux faits qui ont justifié l'octroi du statut de réfugiée en Belgique. À titre subsidiaire, le ministère public aurait, selon les informations reçues, demandé que tout soit transmis « en vrac » aux autorités kazakhstanaïes.

¹ https://www.ccbe.eu/fileadmin/speciality_distribution/public/documents/HUMAN_RIGHTS_LETTERS/Belgium_-_Belgique/2019/FR_HRL_20191107_Belgium_Harcèlement-et-intimidation-a-l-encontre-de-l-avocate-Botagoz-Jardemalie.pdf

Il nous a également été rapporté qu'en janvier 2022, la Cour constitutionnelle belge, sur opposition du gouvernement belge, a octroyé à M^e Jardemalie un droit de recours et un droit d'accès au dossier, pour lui permettre de se défendre effectivement contre la manipulation du système judiciaire belge par le Kazakhstan².

Cependant, à la suite de l'accès au dossier, il semblerait que malgré les assurances données à M^e Jardemalie que la collaboration avec le Kazakhstan serait suspendue durant le traitement des différents recours introduits, le Kazakhstan a eu accès et reçu copie des pièces d'exécution de la commission rogatoire en 2023. Nous avons également été informé que le Kazakhstan a été invité à la procédure par le ministère public, sans base légale. Nous comprenons que cet épisode a traumatisé M^e Jardemalie.

Également grâce à l'accès au dossier, M^e Jardemalie a pu constater que la demande d'entraide kazakhstanaise est sollicitée pour les « faits » qui ont justifié l'octroi de son statut de réfugié – une procédure pénale politiquement motivée - et le retrait d'une notice rouge Interpol. Nous comprenons à cet égard que la procédure kazakhstanaise, dans le cadre de laquelle la coopération de la Belgique est demandée, est celle dans laquelle le frère de M^e Jardemalie, Iskander Yerimbetov a été arrêté arbitrairement, torturé et condamné au Kazakhstan.

À cet égard, le CCBE a exprimé à plusieurs reprises ses préoccupations concernant la situation de l'avocate Botagoz Jardemalie³. Nous avons fait état aux autorités kazakhstanaises de la persistance de l'intimidation faite à son encontre par les autorités kazakhstanaises, utilisant son frère, et du harcèlement dont elle fait l'objet dans l'exercice de ses fonctions professionnelles d'avocate.

En 2018, le CCBE avait notamment déjà alerté les autorités kazakhstanaises sur l'utilisation abusive d'une « notice rouge » d'INTERPOL⁴ à son encontre.

Dans ce contexte, le CCBE souhaite attirer votre attention sur les Principes de base des Nations Unies relatifs au rôle du barreau (ci-joints), en particulier les Principes 16 et 17 sur les garanties pour le fonctionnement des avocats.

Par ailleurs, s'agissant de la perquisition et des documents saisis, le CCBE souhaite attirer votre attention sur la [Convention européenne des droits de l'homme](#) et la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme qui a lié à plusieurs reprises le respect du secret professionnel des communications entre les avocats et leurs clients au respect des articles 6 et 8 de la CEDH⁵. En particulier, la Cour européenne des droits de l'homme a jugé que « les fouilles des locaux des avocats doivent faire l'objet d'un examen très strict ». ⁶ En particulier, des « observateurs indépendants » doivent être présents lors de la perquisition, et ces observateurs doivent avoir les qualifications juridiques nécessaires pour participer efficacement et « être investi du pouvoir d'empêcher toute ingérence éventuelle au secret professionnel de l'avocat dont le cabinet fait l'objet de la fouille ». ⁷ Or

² C. const., 13 janvier 2022, arrêt 1/2022, cf. <https://www.const-court.be/public/f/2022/2022-001f.pdf>

³ [https://www.ccbe.eu/fileadmin/speciality_distribution/public/documents/HUMAN_RIGHTS_LETTERS/Kazakhstan - Kazakhstan/2019/EN_HRL_20190214_Kazakhstan_Situation-of-lawyers-in-Kazakhstan.pdf](https://www.ccbe.eu/fileadmin/speciality_distribution/public/documents/HUMAN_RIGHTS_LETTERS/Kazakhstan_-_Kazakhstan/2019/EN_HRL_20190214_Kazakhstan_Situation-of-lawyers-in-Kazakhstan.pdf) et [https://www.ccbe.eu/fileadmin/speciality_distribution/public/documents/HUMAN_RIGHTS_LETTERS/Kazakhstan - Kazakhstan/2018/EN_HRL_20180423_Kazakhstan_Concerns-over-lawyer-Botagoz-Jardemalie.pdf](https://www.ccbe.eu/fileadmin/speciality_distribution/public/documents/HUMAN_RIGHTS_LETTERS/Kazakhstan_-_Kazakhstan/2018/EN_HRL_20180423_Kazakhstan_Concerns-over-lawyer-Botagoz-Jardemalie.pdf)

⁴

[https://www.ccbe.eu/fileadmin/speciality_distribution/public/documents/HUMAN_RIGHTS_LETTERS/Kazakhstan - Kazakhstan/2018/EN_HRL_20180423_Kazakhstan_Concerns-over-lawyer-Botagoz-Jardemalie.pdf](https://www.ccbe.eu/fileadmin/speciality_distribution/public/documents/HUMAN_RIGHTS_LETTERS/Kazakhstan_-_Kazakhstan/2018/EN_HRL_20180423_Kazakhstan_Concerns-over-lawyer-Botagoz-Jardemalie.pdf)

⁵ Voir CEDH, *S. c. Suisse* (12629/87), 1991, §48. Voir aussi CEDH, *Domenichini v. Italy* (15943/90), 1996, §39; CEDH, *Öcalan c. Turquie* (46221/99), 2005, §133; CEDH, *Moiseyev c. Russie* (62936/00), 2008, §209; CEDH, *Campbell c. Royaume-Uni* (13590/88), 1992, §§ 44-48 ; CEDH, *Michaud c. France* (12323/11), 2012, §117-8 ; CEDH, *Kopp c. Suisse* (23224/94), 1998.

⁶ CEDH, *Leotsakos c. Grèce*, (30958/13), 2018, § 38. Voir aussi CEDH, *Kolesnichenko c. Russie*, (19856/04), 2009, § 31 (“[P]ersecution and harassment of members of the legal profession strikes at the very heart of the Convention system. Therefore, the searching of lawyers’ premises should be subject to especially strict scrutiny.”).

⁷ CEDH, *Leotsakos c. Grèce*, (30958/13), 2018, § 40.

aucun « observateur indépendant » n'était présent lors de cette perquisition. La Cour a également appliqué une norme plus stricte aux perquisitions au domicile des avocats⁸.

Au vu de ce qui précède, le CCBE vous demande respectueusement de veiller à ce que toute forme d'agression, d'intimidation ou de harcèlement à l'encontre de l'avocate Botagoz Jarmalie cesse immédiatement étant donné que ces actions semblent être uniquement motivées par son activité d'avocate. En particulier, le CCBE vous exhorte respectueusement à ne pas envoyer les documents ou objets perquisitionnés aux autorités kazakhstanaïses et à ne plus coopérer avec le Kazakhstan en ce qui concerne l'enquête judiciaire à l'encontre de l'avocate Botagoz Jarmalie – procédure ayant fait l'usage la torture et dirigée contre une avocate, reconnue en danger et disposant du statut de réfugié. En outre, le CCBE souhaite rappeler que tous les avocats devraient pouvoir exercer leurs fonctions professionnelles sans crainte de représailles, d'entraves, d'intimidation ou de harcèlement afin de préserver l'indépendance et l'intégrité de l'administration de la justice et de l'état de droit.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Vice-Premier Ministre, l'assurance de ma haute considération.



Le Président,
Pierre-Dominique Schupp

⁸ CEDH, *Smirnov c. Russia*, (71362/01), 2007, §§ 34–49.

ANNEX

Basic Principles on the Role of Lawyers

Adopted by the Eighth United Nations Congress on the Prevention of Crime and the Treatment of Offenders, Havana, Cuba, 27 August to 7 September 1990

Whereas in the Charter of the United Nations the peoples of the world affirm, inter alia, their determination to establish conditions under which justice can be maintained, and proclaim as one of their purposes the achievement of international cooperation in promoting and encouraging respect for human rights and fundamental freedoms without distinction as to race, sex, language or religion,

Whereas the Universal Declaration of Human Rights enshrines the principles of equality before the law, the presumption of innocence, the right to a fair and public hearing by an independent and impartial tribunal, and all the guarantees necessary for the defence of everyone charged with a penal offence,

Whereas the International Covenant on Civil and Political Rights proclaims, in addition, the right to be tried without undue delay and the right to a fair and public hearing by a competent, independent and impartial tribunal established by law,

Whereas the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights recalls the obligation of States under the Charter to promote universal respect for, and observance of, human rights and freedoms,

Whereas the Body of Principles for the Protection of All Persons under Any Form of Detention or Imprisonment provides that a detained person shall be entitled to have the assistance of, and to communicate and consult with, legal counsel,

Whereas the Standard Minimum Rules for the Treatment of Prisoners recommend, in particular, that legal assistance and confidential communication with counsel should be ensured to untried prisoners,

Whereas the Safe guards guaranteeing protection of those facing the death penalty reaffirm the right of everyone suspected or charged with a crime for which capital punishment may be imposed to adequate legal assistance at all stages of the proceedings, in accordance with article 14 of the International Covenant on Civil and Political Rights,

Whereas the Declaration of Basic Principles of Justice for Victims of Crime and Abuse of Power recommends measures to be taken at the international and national levels to improve access to justice and fair treatment, restitution, compensation and assistance for victims of crime,

Whereas adequate protection of the human rights and fundamental freedoms to which all persons are entitled, be they economic, social and cultural, or civil and political, requires that all persons have effective access to legal services provided by an independent legal profession,

Whereas professional associations of lawyers have a vital role to play in upholding professional standards and ethics, protecting their members from persecution and improper restrictions and infringements, providing legal services to all in need of them, and cooperating with governmental and other institutions in furthering the ends of justice and public interest, The Basic Principles on the Role of Lawyers, set forth below, which have been formulated to assist Member States in their task of promoting and ensuring the proper role of lawyers, should be respected and taken into account by Governments within the framework of their national legislation and practice and should be brought to the attention of lawyers as well as other persons, such as judges, prosecutors, members of the executive and the legislature, and the public in general. These principles shall also apply, as appropriate, to persons who exercise the functions of lawyers without having the formal status of lawyers.

Access to lawyers and legal services

1. All persons are entitled to call upon the assistance of a lawyer of their choice to protect and establish their rights and to defend them in all stages of criminal proceedings.
2. Governments shall ensure that efficient procedures and responsive mechanisms for effective and equal access to lawyers are provided for all persons within their territory and subject to their jurisdiction, without distinction of any kind, such as discrimination based on race, colour, ethnic origin, sex, language, religion, political or other opinion, national or social origin, property, birth, economic or other status.
3. Governments shall ensure the provision of sufficient funding and other resources for legal services to the poor and, as necessary, to other disadvantaged persons. Professional associations of lawyers shall cooperate in the organization and provision of services, facilities and other resources.
4. Governments and professional associations of lawyers shall promote programmes to inform the public about their rights and duties under the law and the important role of lawyers in protecting their fundamental freedoms. Special attention should be given to assisting the poor and other disadvantaged persons so as to enable them to assert their rights and where necessary call upon the assistance of lawyers.

Special safeguards in criminal justice matters

5. Governments shall ensure that all persons are immediately informed by the competent authority of their right to be assisted by a lawyer of their own choice upon arrest or detention or when charged with a criminal offence.
6. Any such persons who do not have a lawyer shall, in all cases in which the interests of justice so require, be entitled to have a lawyer of experience and competence commensurate with the nature of the offence assigned to them in order to provide effective legal assistance, without payment by them if they lack sufficient means to pay for such services.
7. Governments shall further ensure that all persons arrested or detained, with or without criminal charge, shall have prompt access to a lawyer, and in any case not later than forty-eight hours from the time of arrest or detention.
8. All arrested, detained or imprisoned persons shall be provided with adequate opportunities, time and facilities to be visited by and to communicate and consult with a lawyer, without delay, interception or censorship and in full confidentiality. Such consultations may be within sight, but not within the hearing, of law enforcement officials.

Qualifications and training

9. Governments, professional associations of lawyers and educational institutions shall ensure that lawyers have appropriate education and training and be made aware of the ideals and ethical duties of the lawyer and of human rights and fundamental freedoms recognized by national and international law.
10. Governments, professional associations of lawyers and educational institutions shall ensure that there is no discrimination against a person with respect to entry into or continued practice within the legal profession on the grounds of race, colour, sex, ethnic origin, religion, political or other opinion, national or social origin, property, birth, economic or other status, except that a requirement, that a lawyer must be a national of the country concerned, shall not be considered discriminatory.
11. In countries where there exist groups, communities or regions whose needs for legal services are not met, particularly where such groups have distinct cultures, traditions or languages or have been the victims of past discrimination, Governments, professional associations of lawyers and educational

institutions should take special measures to provide opportunities for candidates from these groups to enter the legal profession and should ensure that they receive training appropriate to the needs of their groups.

Duties and responsibilities

12. Lawyers shall at all times maintain the honour and dignity of their profession as essential agents of the administration of justice.

13. The duties of lawyers towards their clients shall include:

(a) Advising clients as to their legal rights and obligations, and as to the working of the legal system in so far as it is relevant to the legal rights and obligations of the clients;

(b) Assisting clients in every appropriate way, and taking legal action to protect their interests;

(c) Assisting clients before courts, tribunals or administrative authorities, where appropriate.

14. Lawyers, in protecting the rights of their clients and in promoting the cause of justice, shall seek to uphold human rights and fundamental freedoms recognized by national and international law and shall at all times act freely and diligently in accordance with the law and recognized standards and ethics of the legal profession.

15. Lawyers shall always loyally respect the interests of their clients.

Guarantees for the functioning of lawyers

16. Governments shall ensure that lawyers (a) are able to perform all of their professional functions without intimidation, hindrance, harassment or improper interference; (b) are able to travel and to consult with their clients freely both within their own country and abroad; and (c) shall not suffer, or be threatened with, prosecution or administrative, economic or other sanctions for any action taken in accordance with recognized professional duties, standards and ethics.

17. Where the security of lawyers is threatened as a result of discharging their functions, they shall be adequately safeguarded by the authorities.

18. Lawyers shall not be identified with their clients or their clients' causes as a result of discharging their functions.

19. No court or administrative authority before whom the right to counsel is recognized shall refuse to recognize the right of a lawyer to appear before it for his or her client unless that lawyer has been disqualified in accordance with national law and practice and in conformity with these principles.

20. Lawyers shall enjoy civil and penal immunity for relevant statements made in good faith in written or oral pleadings or in their professional appearances before a court, tribunal or other legal or administrative authority.

21. It is the duty of the competent authorities to ensure lawyers access to appropriate information, files and documents in their possession or control in sufficient time to enable lawyers to provide effective legal assistance to their clients. Such access should be provided at the earliest appropriate time.

22. Governments shall recognize and respect that all communications and consultations between lawyers and their clients within their professional relationship are confidential.

Freedom of expression and association

23. Lawyers like other citizens are entitled to freedom of expression, belief, association and assembly. In particular, they shall have the right to take part in public discussion of matters concerning the law, the administration of justice and the promotion and protection of human rights and to join or form local, national or international organizations and attend their meetings, without suffering professional restrictions by reason of their lawful action or their membership in a lawful organization. In exercising these rights, lawyers shall always conduct themselves in accordance with the law and the recognized standards and ethics of the legal profession.

Professional associations of lawyers

24. Lawyers shall be entitled to form and join self-governing professional associations to represent their interests, promote their continuing education and training and protect their professional integrity. The executive body of the professional associations shall be elected by its members and shall exercise its functions without external interference.

25. Professional associations of lawyers shall cooperate with Governments to ensure that everyone has effective and equal access to legal services and that lawyers are able, without improper interference, to counsel and assist their clients in accordance with the law and recognized professional standards and ethics.

Disciplinary proceedings

26. Codes of professional conduct for lawyers shall be established by the legal profession through its appropriate organs, or by legislation, in accordance with national law and custom and recognized international standards and norms.

27. Charges or complaints made against lawyers in their professional capacity shall be processed expeditiously and fairly under appropriate procedures. Lawyers shall have the right to a fair hearing, including the right to be assisted by a lawyer of their choice.

28. Disciplinary proceedings against lawyers shall be brought before an impartial disciplinary committee established by the legal profession, before an independent statutory authority, or before a court, and shall be subject to an independent judicial review.

29. All disciplinary proceedings shall be determined in accordance with the code of professional conduct and other recognized standards and ethics of the legal profession and in the light of these principles.